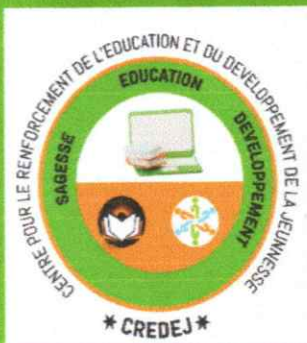




CENTRE POUR LE RENFORCEMENT DE L'ÉDUCATION ET DU DÉVELOPPEMENT DE LA JEUNESSE « CREDEJ »

Déclaration du CREDEJ, du 17 septembre 2025 à l'occasion de la rentrée scolaire 2025-2026 au Burundi.

1. L'année scolaire 2025-2026 vient de débuter dans un contexte marqué par de nombreux défis dans le secteur de l'éducation.
2. Au CREDEJ, nous exprimons notre profonde inquiétude face au manque criant d'enseignants dans plusieurs écoles du pays. En effet, le ministère de l'Éducation envisage, pour l'année scolaire qui vient de commencer, un recrutement d'un peu plus de deux mille enseignants, alors que les besoins dépassent largement ce chiffre, notamment pour combler les départs à la retraite, les démissions ou encore l'exode vers d'autres pays. De nombreuses écoles font ainsi appel à des enseignants vacataires, affectant gravement la qualité de l'éducation.
3. À cette pénurie s'ajoute la corruption autour des mutations, où certains responsables éducatifs aux niveaux provincial et communal se sont arrogé le droit d'affecter les enseignants en échange de pots-de-vin. Cela a entraîné des situations où certaines écoles se retrouvent avec un ou deux enseignants seulement.
4. Autre sujet de préoccupation: la réduction importante du budget alloué à l'éducation ces dernières années, ce qui impacte directement l'approvisionnement en matériel scolaire et l'entretien des infrastructures. De nombreuses écoles manquent de bancs et ne peuvent plus rénover leurs bâtiments.
5. Le CREDEJ tire également la sonnette d'alarme face à l'abandon massif des études par les élèves. Pour l'année scolaire 2024-2025, le centre a recensé 84 503 cas d'abandons qui ont quitté l'école. Un chiffre qui risque d'augmenter cette année si aucune mesure n'est prise pour en identifier les causes et y apporter des solutions. Même ceux qui

restent voient leur niveau de compétence diminuer, avec un système qui permet aux élèves n'atteignant même pas 40 % au concours national de 9e année de progresser quand même.

6. Par ailleurs, certaines autorités poussent certains jeunes à quitter l'école pour rejoindre des groupes impliqués dans des activités de patrouilles ou pour servir aux côtés des militaires envoyés en République démocratique du Congo.
7. S'agissant des engagements du ministère, des campagnes comme « zéro grossesse en milieu scolaire » ou « zéro élève assis par terre », souvent relayées à l'approche de la rentrée, relèvent davantage de la communication que d'un engagement concret. Elles apparaissent comme des slogans destinés à rassurer les partenaires plutôt qu'à refléter une volonté réelle d'agir sur le terrain.
8. De plus, la collaboration entre les DCE, les DPE et le ministère de l'Éducation reste défaillante. Les problèmes mettent du temps à remonter, car le système de rapports en place est mal suivi et ne fait l'objet d'aucun suivi rigoureux.
9. Le CREDEJ recommande alors :
 - Au gouvernement de prendre toutes les dispositions pour garantir une répartition équitable et suffisante des enseignants dans toutes les écoles du pays et d'honorer tous ses engagements en matière de l'éducation inclusive.
 - Au ministre en charge de l'éducation de sanctionner les responsables impliqués dans les mutations "frauduleuses", au lieu d'annuler seulement leurs décisions, et de lutter rigoureusement contre la corruption dans le secteur de l'éducation, des niveaux les plus élevés jusqu'aux écoles de base.
 - À tous les acteurs concernés de continuer à encourager la jeunesse burundaise à fréquenter l'école, car l'éducation reste la pierre angulaire du développement national.

